

## L'ÉCONOMIE

### L'EFFET DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT SUR LES ENTREPRISES ET SUR L'EMPLOI

**L'honorable Gildas L. Molgat (chef adjoint de l'opposition):** Honorables sénateurs, il est intéressant d'entendre le sénateur Murray nous donner tous ces chiffres mirobolants. Il est regrettable que les chômeurs du Canada ne partagent pas le même point de vue, mais je pense que leur opinion est la bonne.

Il n'y a pas très longtemps, la société General Motors a annoncé qu'elle projetait de fermer l'usine de Scarborough, en Ontario. Cette fermeture prévue pour 1993 entraînerait la perte de 2 700 emplois. Puis, hier, la société GM nous a annoncé à nouveau qu'elle allait procéder à la fermeture d'une usine d'Oshawa, qui entraînera la perte de quelque 3 700 emplois.

Le ministre nous vante les bienfaits de la TPS et de l'Accord de libre-échange, et ici nous avons une industrie d'importance vitale pour le Canada au sujet de laquelle avant cet Accord de libre-échange nous avions une bonne entente avec les États-Unis, en vertu de l'Accord sur l'automobile. Nous assistons maintenant à de multiples fermetures et le nombre des chômeurs augmente chaque fois.

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement):** Honorables sénateurs, nous avons eu une récession, et pendant une récession . . .

**L'honorable H.A. Olson:** Nous avons eu une récession? Nous l'avons toujours.

**Le sénateur Murray:** Pendant une récession, le pays perd des emplois, comme cela a été absolument le cas et dans une bien plus grande mesure pendant la récession du début des années 1980. Mais c'est une autre question. C'est un signe de reprise, je pense, que nous ayons maintenant retrouvé plus de la moitié des emplois qui ont été perdus pendant la récession. Si on veut considérer une plus longue période, depuis 1984, on voit que presque 1,4 million d'emplois nouveaux ont été créés depuis que le gouvernement est au pouvoir, et dans une certaine mesure grâce aux mesures de celui-ci et à la direction que nous avons donné à notre pays en politique économique.

**Le sénateur Molgat:** Est-ce que le ministre pourrait nous dire si on a conservé actuellement la protection dont nous jouissons aux termes de l'Accord sur l'automobile conclu avec les Américains? Il me semble que ce qui fonctionnait très bien avant l'Accord de libre-échange est en train de se désagréger.

**Le sénateur Murray:** Honorables sénateurs, l'Accord canado-américain sur l'automobile est toujours en vigueur, comme l'honorable sénateur le sait. J'ai dit il y a quelques instants que les exportations avaient augmenté de plus de 22 p. 100 pendant le deuxième trimestre. Je peux ajouter que les exportations d'automobiles représentaient plus des deux tiers de cette augmentation.

## LE BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

### L'AUGMENTATION DES DÉPENSES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'honorable Louis-J. Robichaud:** Honorables sénateurs, ce qui motive la question que je m'appête à poser au leader du

[Le sénateur Olson.]

gouvernement au Sénat est l'article que j'ai lu ce matin dans le *Ottawa Sun*. Il était intitulé:

Le bureau du premier ministre dépense 102 millions.

Je ne suis pas facilement choqué par une manchette.

Les dépenses du Bureau du Conseil privé du premier ministre Brian Mulroney ont grimpé en flèche, passant de 46 millions de dollars à 102 millions de dollars en deux ans à peine.

J'ai lu le reste de l'article, mais c'est sans importance.

[Français]

**L'honorable Jean-Maurice Simard:** Honorables sénateurs, vous pouvez peut-être continuer à lire, ce n'est peut-être pas tout à fait sans conséquence. On parle même de certains sénateurs d'un parti que vous avez appuyé indirectement, lors du grand débat sur la TPS d'ailleurs.

**Le sénateur Robichaud:** Non, non, il y a toute une séquence mais qui n'a pas de conséquence en autant que la question que je suis à la veille de poser au chef du gouvernement est concernée. Le sénateur Simard qui parle continuellement ferait mieux de se taire à l'heure actuelle.

**Le sénateur Simard:** Les libéraux m'ont demandé de me taire pendant longtemps et c'est une de leurs recommandations que je n'ai pas suivie et je n'ai pas à m'en plaindre.

[Traduction]

**Le sénateur Robichaud:** La question civilisée que je veux poser au leader du gouvernement au Sénat est la suivante: vu que le bureau du Conseil privé coûte 102 millions de dollars aux contribuables canadiens et que le Sénat n'en coûte même pas la moitié, ne vaudrait-il pas mieux abolir le bureau du Conseil privé que de parler tout le temps d'abolir le Sénat?

**L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement):** Honorables sénateurs, je ne vais pas me laisser entraîner par le sénateur . . .

**Le sénateur Robichaud:** Pourrait-on avoir la réponse, s'il-vous-plaît?

**Le sénateur Murray:** En fait, je devrais dire que je suis heureux d'avoir l'occasion d'expliquer que l'augmentation des dépenses du bureau du Conseil privé s'explique, en grande partie, par la multiplication des commissions d'enquête qu'il a fallu constituer. En 1989-1990, on a dépensé environ trois millions de dollars à ce chapitre, tandis qu'en 1990, on a dépensé au total 44,4 millions de dollars, soit 41,4 millions de dollars de plus.

En 1989-1990, les deux principales commissions en activité étaient la Commission royale sur l'avenir du secteur riverain de Toronto et la Commission d'enquête sur l'usage de drogues et d'autres pratiques bannies pour améliorer la performance athlétique. Pendant l'année 1990-1991, outre les deux commissions déjà mentionnées, il y avait cinq autres commissions en activité, soit la Commission d'enquête sur l'écrasement d'un avion d'Air Ontario à Dryden, Ontario, la Commission royale sur un système national de transport des passagers pour le XXI<sup>e</sup> siècle, la Commission royale sur les nouvelles technologies de la reproduction humaine, la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, et le Groupe de consultation des citoyens sur l'avenir du Canada.